# **UNE ANNEE DE GUERRE EN EUROPE**

## **J. P. KERTUDO**

 Mars 2023

Table des matières

[**INTRODUCTION** 3](#_Toc129102530)

[**L’INEVITABLE RECOURS AUX ARMES ?** 4](#_Toc129102531)

[**L’INVASION MANQUEE** 5](#_Toc129102532)

[**L’annexion de la Crimée et la sécession du Donbass** 6](#_Toc129102533)

[**La prise de décision à Moscou** 6](#_Toc129102534)

[**Divergences de prévisions occidentales** 7](#_Toc129102535)

[**Les services d’espionnage russes à la peine** 7](#_Toc129102536)

[**Les causes de l’échec militaire** 7](#_Toc129102537)

[**LE SOUTIEN OCCIDENTAL** 8](#_Toc129102538)

[**LE SOUTIEN POLITICO-MILITAIRE ET FINANCIER** 8](#_Toc129102539)

[**LES SANCTIONS** 11](#_Toc129102540)

[**LA « NEUTRALITE » DES « NON ALIGNES »** 12](#_Toc129102541)

[**L’INERTIE DE LA POPULATION RUSSE** 14](#_Toc129102542)

[**LES SENTIMENTS MELES DES POPULATIONS OCCIDENTALES** 15](#_Toc129102543)

[**LES ATOUTS RESPECTIFS ET LEURS UTILISATIONS** 15](#_Toc129102544)

[**LES ATOUTS RUSSES** 15](#_Toc129102545)

[**LES ATOUTS OCCIDENTAUX** 16](#_Toc129102546)

[**L’UTILISATION DES ATOUTS** 17](#_Toc129102547)

[**LES ISSUES POSSIBLES ET PROBABLES** 17](#_Toc129102548)

# **INTRODUCTION**

L’armée russe a tenté d’envahir l’UKRAINE en février 2022. La genèse de l’opération est, maintenant, bien documentée. Son échec également. L’opération qualifiée de « spéciale »[[1]](#footnote-1) par l’agresseur succède à de nombreuses annexions qui ont été tolérées par les européens et leur protecteur américain du nord. Le conflit actuel est né bien avant l’invasion. En février 2014, lorsque le pays victime a choisi massivement de se détacher définitivement du mode de vie russe pour se rattacher à celui de l’Europe. Il y a été, dès avant, fortement encouragé par les Continentaux, les Britanniques, les Américains.

Notre essai va, dans un premier temps, chercher à répondre à la simple de question de savoir si le recours aux armes était évitable.

L’agresseur russe est encore loin d’avoir perdu la partie. Mais il a accumulé une succession impressionnante de défaites, à la fois sur les théâtres d’opérations militaires et en dehors. Comment en est-t ’il arrivé là ? Il est désormais possible de répondre plus précisément à la question.

Les réactions européennes et américaines ont été inattendues par les parties en guerre. Leurs ampleurs et leurs limites font désormais l’objet de grands débats politiques. On doit donc les inventorier.

Les issues envisageables opposent deux visions difficilement conciliables. Pour les uns, c’est le sort des armes qui en décidera. Pour les autres, les diplomates professionnels, se plaçant en première ligne, les « accommodements raisonnables », finalement, prévaudront. Nous allons voir ce qu’il en est.

Enfin, compte tenu du fait que les ravages guerriers se limitent, finalement, à une petite partie du monde, faut-t ’il s’attendre à des effets planétaires. Chacun s’interroge à ce sujet. Il faut donc apporter une contribution à la réflexion commune.

# **L’INEVITABLE RECOURS AUX ARMES ?**

Comme le recours aux armes a bien eu lieu, c’est qu’il n’a pas pu être évité. Cette lapalissade ne répond nullement à la question posée. Remarquons, tout d’abord, que le conflit d’ordre militaire a démarré bien avant la pénétration en Ukraine des armées russes. Il s’est enflammé en 2013-2014 lorsque la majorité au pouvoir a chassé son président, IANOUKOVYTCH pro-russe, corrompu, protecteur des oligarques inféodés à Moscou et opté pour son rattachement à l’Union Européenne ainsi qu’à l’intégration dans l’Otan. La nouvelle orientation consacrait la victoire des parties ouest et centre du territoire sur les marges, plus à l’est du DONBASS. Ces minorités russophones, de tradition industrielle se sont alors révolté. Elles s’étaient pourtant prononcées auparavant (1991), lors de l’effondrement de l’Union Soviétique, en faveur de l’indépendance de leur pays. L’orientation pro-occidentale de KIEV s’oppose radicalement à celle de la Russie qui s’efforce, au contraire, de récupérer les composantes majeures de l’ancien empire déchu. Dans un premier temps elle décide de fournir des appuis militaires et financiers aux dissidents du Donbass. Y compris des missiles capables d’abattre un avion de ligne civile des Pays-Bas. Elle parvient ainsi à entretenir un abcès purulent dans les flancs est de l’Ukraine. Sans pouvoir aller au-delà car les armées de ce pays, avec l’appui des occidentaux, contiennent victorieusement le sinistre. Les parties prenantes, pressées par les européens de l’ouest, tenteront, en négociant les accords de MINSK, de trouver un compromis. Ces accords ont été négociés en 2014-2015, avec, dans leur seconde version, la pleine participation des européens de l’Ouest. Ils ont échoué à cause des divergences d’interprétation entre les parties. Pour le gouvernement ukrainien le but visé était de maintenir les oblasts dissidents au sein de leur aire de souveraineté tout en leur consentant une certaine autonomie. Pour les sécessionnistes et pour les Russes, il s’agissait d’un pas en avant dans la marche vers l’indépendance et le rattachement à l’ensemble moscovite. Le conflit s’est trouvé gelé entrecoupé par de violents affrontements. Le Kremlin a fourni des armements et des subsides aux provinces pro-russes. Les puissances occidentales, de leur côté ont prodigué leur assistance afin de moderniser l’armée ukrainienne.

Faute de pouvoir reconstituer l’empire russe, la stratégie du Président V. POUTINE s’est employée depuis des décennies à prendre des gages territoriaux et à tirer le maximum de profit des inerties occidentales. Il a été procédé ainsi en fomentant des rébellions indépendantistes en Géorgie, en Moldavie, en encourageant les serbes à ne pas entrer dans l’Union Européenne. Au Moyen-Orient, il a mis la Syrie, ravagée par la guerre civile, sous sa coupe en profitant de l’aveuglement d’OBAMA qui, ayant tracé des lignes rouges à ne pas dépasser par le régime du tyran ASSAD, n’a pas été capable de réagir militairement à leur indéniable franchissement.

Le dirigeant russe s’est forgé progressivement une conviction directrice se persuadant que les pays de liberté avaient perdu la volonté de se défendre contre les agressions car trop engoncés dans leurs conforts respectifs et incapables de s’entendre entre eux. Sa vision du monde souhaitable, de son point de vue, a mis des années à se stabiliser avant de s’affirmer.

Dans la pensée de V. POUTINE et de ses soutiens, l’unité du régime et celle du pays ne font qu’un, trait caractéristique de toutes les autocraties. Pour que le régime se perpétue il faut que les problèmes du pays soient massivement attribués aux ennemis extérieurs : les occidentaux dans leur ensemble, les Etats-Unis, l’OTAN, les anciennes possessions européennes des ex-démocraties populaires assujetties à l’issue de la seconde guerre mondiale. Il en découle des revendications de sécurité qui visent à restaurer l’ancien ordre mondial sous des formes renouvelées. Est abandonnée la reconquête totale des voisins de l’Est européen. En revanche, le but est de les neutraliser militairement et politiquement en réduisant leur adhésion à l’OTAN à une affiliation formelle, sans conséquence défensive. Quant aux anciennes composante des empires tsaristes et soviétiques ayant opté pour l’indépendance, il est impératif de les empêcher de se constituer en nations désireuses de rejoindre l’Europe démocratique et de les faire revenir dans le giron de la puissance russe. Il est clair que les objectifs affichés ne pouvaient pas être atteints par des moyens purement diplomatiques. Le recours à la guerre militaire se profilait comme inévitable.

Du côté de l’Ukraine son indépendance, sa souveraineté sur l’ensemble du territoire avaient été garantis en janvier 1994 par un traité international auquel la Russie était partie. Le souvenir du désastre atomique de TCHERNOBYL, affectant le pays et son voisin Biélorusse, avait pesé lourd dans les négociations. L’Ukraine transférait à la Russie son arsenal nucléaire à vocation militaire en échange d’une reconnaissance de l’inviolabilité de ses frontières. L’occupation par les irrédentistes du DONBASS de quelque 20% de son territoire avec l’appui à peine déguisé du Kremlin ne pouvait être toléré.

Le conflit guerrier est devenu inévitable lorsque le clan de V. POUTINE a compris que les provinces sécessionnistes se heurtaient, dans leurs ambitions, à une résistance insurmontable de la part de l’Ukraine, instruite et armée par les occidentaux. Le conflit de basse intensité (les pertes humaines dépassant toutefois le cap des 10 000 morts) ne pouvait rester gelé, comme il l’avait été en Géorgie, en Moldavie, en Arménie.

# **L’INVASION MANQUEE**

L’invasion proprement dite, celle, manquée, prenant pour cible les principales villes et les centres névralgiques de l’Ukraine, en février 2022, a été précédée, huit années auparavant, en 2014, de deux prises de possessions décisives. Celle de la péninsule de Crimée en février-mars. Celle des séparatistes pro-russes, soutenues par le Kremlin dans les quatre provinces (oblasts) du Donbass. Elles représentent les prémisses de la tentative principale, avortée, qui a suivi longtemps après.

S’agissant de « l’opération spéciale » de 2022, de son échec, plusieurs aspects ayant conduit au résultat méritent analyse. Premier point : comment a été prise la décision à Moscou ? Second point : comment expliquer les divergences occidentales à propos de l’imminence du conflit ? Troisième point : pourquoi les services d’espionnages si étoffés et compétents en Russie ont été en échec ? Quatrième point : quelles ont été les causes de l’échec militaire ?

## **L’annexion de la Crimée et la sécession du Donbass**

L’annexion de la Crimée a eu lieu alors que les séparatistes pro-russes du Donbass avaient déjà déclenché les hostilités militaires. La péninsule, conquête de l’empire tsariste, avait été vidée par Staline, de ses populations originelles, les Tatars, turcophones. Krouchtev avait décidé, comme preuve de la « déstalinisation » de rattacher le territoire à l’Ukraine. Une solution de compromis avait été alors trouvée. L’Union Soviétique conservait son principal accès à la mer Noire et la base militaire de Sébastopol. Pour la population russe, la Crimée, son climat, sa douceur de vivre, ses eaux chaudes, font qu’elle soit perçue comme sa Riviera. Nombre de ses ressortissants s’y sont installés. Le tourisme représente la principale activité marchande. L’annexion, effectuée en février-mars 2014, sans violences remarquables a été réussie, valant à V. POUTINE un fort regain de popularité. Un référendum rapidement organisé est venu ratifier la conquête. Dénoncée ensuite comme illégale non seulement par le gouvernement ukrainien, mais, aussi, par l’Assemblée Générale des Nations-Unies. La réaction à l’annexion de la part des occidentaux, surtout des européens de l’ouest, a été notablement modérée, quelques sanctions supplémentaires, avec la conviction que l’acceptation du fait accompli correspondait à la moins mauvaise solution.

La sécession du Donbass, quant à elle, n’a pas été, au départ, fomentée par Moscou. Il s’est agi, initialement, d’une authentique révolte des russophones de l’Est. Les rebelles n’avaient alors aucune chance de voir se réaliser leurs désirs d’indépendance. Les populations des oblasts concernés étaient loin de les partager unanimement. Les militants pro-russes ont donc demandé l’assistance de la Russie qui leur a été pleinement accordée, financièrement et militairement. Leur grand protecteur y a vu l’occasion de répéter les opérations menées avec succès en Géorgie, en Moldavie, en soutenant des minorités sécessionnistes qui empoisonnent la vie des majorités indépendantistes.

## **La prise de décision à Moscou**

La décision de soumettre totalement l’Ukraine a été préalablement mûrie des mois auparavant. En témoignent la tribune publiée en juillet 2021, sous la signature de V. Poutine, sur le site officiel du Kremlin affirmant que la Russie et l’Ukraine ne formaient qu’un seul peuple ou, encore, la constitution de réserves monétaires pour faire face aux évènements à suivre. Bien que l’on sache peu de choses de ce qui se trame dans les hautes sphères du pouvoir moscovite, il a été établi par des indiscrétions diverses que la décision d’envahir a été prise en petit comité, entre le Président et ses proches. Il est possible que les responsables des forces armées aient eu vent du projet, mais il ne semble pas que la faisabilité des opérations ait été amplement débattue avec elles. Les décideurs ont confondu leurs désirs avec les réalités en estimant qu’ils étaient attendus avec joie par les populations ukrainiennes, que le pouvoir politique jugé « fantoche » allait se dissoudre et que l’affaire serait rapidement réglée.

## **Divergences de prévisions occidentales**

Le pouvoir russe n’a pas été le seul à prendre ses désirs pour des réalités. Les principales puissances de l’Union européenne, Allemagne et France en tête, ont estimé que l’entreprise de reconquête étant illogique, elle n’aurait donc pas lieu. Les Etats-Unis, pour leur part, ont fait pleinement confiance à leurs services de renseignements, les meilleurs du monde, avertissant leurs alliés que le pire était sûr. Les faits leur ont donné raison. La cécité européenne en dit long sur les erreurs d’analyse commises par les dirigeants. L’évolution de plus en plus dictatoriale du régime post-soviétique ne les a pas découragés de persister dans l’idée que l’intensification des relations économiques et commerciales finirait par l’amenuiser. Comme ils avaient institué la paix sur le vieux continent en avancée définitive, désarmé leurs forces militaires, ils leur paraissaient impossible de revenir en arrière. Les segments dits progressistes de leurs opinions s’occupaient d’autre chose : les inégalités économiques intérieures, les pulsions identitaires, les menaces issues de l’immigration etc. Déjà déconsidérés par leurs opinions, les gens de pouvoir en ont rajouté une nouvelle couche. Ce qui démontre, une fois de plus, que partager tous les dîners avec le diable revient à en faire son complice.

## **Les services d’espionnage russes à la peine**

Bien avant l’invasion, le FSB, le GRU, principaux organismes de renseignements, auteurs de l’accession au pouvoir suprême de V. POUTINE, réputés universellement pour leur efficacité, avaient développés leurs réseaux dans l’ensemble du territoire ukrainien. V. ZELENSKY, son président, éprouvera beaucoup de difficultés à s’en débarrasser. Si les « Services » avaient fait correctement leur travail, ils auraient averti leurs directions politiques des énormes risques de « l’opération spéciale ». Cela ne s’est pas produit. Ils ont estimé préférable de dissimuler leurs informations, leurs analyses, pensant qu’elles ne seraient pas acceptables par le dictateur et son entourage. Lesquels ne manqueront pas, plus tard de leur reprocher un aveuglement qui était, en réalité un comportement d’auto-censure, de complaisance vis-à-vis du pouvoir.

## **Les causes de l’échec militaire**

Elles résultent, bien évidemment, des erreurs de compréhension de la situation. Elles se sont concrétisées par le déroulement inattendu des plans d’invasion. Il avait été prévu une opération aéroportée afin de débarquer de troupes sur un aéroport voisin de KIEV, faiblement défendu. Puis une colonne de chars débarquant de Biélorussie, allait anéantir les défenses terrestres. Dans les deux cas le désastre a été total. Les unités territoriales ukrainiennes, avec leurs moyens limités, ont défendu victorieusement l’aéroport. Les avions transportant les parachutistes ont préféré opérer un demi-tour. Quant aux colonnes de chars, elles se sont fait décimer à l’aide de missiles fournis par les occidentaux.

# **LE SOUTIEN OCCIDENTAL**

Il comporte deux volets : un volet politico-militaire ainsi que financier et, parallèlement un volet de sanctions appliquées à la Russie, à la Biélorussie, ainsi qu’à l’Iran.

## **LE SOUTIEN POLITICO-MILITAIRE ET FINANCIER**

Durant les années précédant l’invasion les Etats-Unis et les Européens avaient assisté l’Ukraine en l’aidant à moderniser sa force militaire. Aide qui a permis de déjouer l’agression initiale. Les informations communiquées par satellite ont, alors, joué un rôle déterminant en identifiant les déplacements de troupes russes entrées par la Biélorussie et les cibles de blindés à neutraliser.

A cette première étape du conflit, la fourniture d’armements occidentaux n’était pas à l’ordre du jour. Le changement, en la matière, est intervenu lorsque les armées ukrainiennes ont pu faire la preuve d’une capacité de résistance inattendue et que le pays agressé s’est rassemblé autour de ses dirigeants. Les massacres commis par les soldats russes, rapidement connus, ont joué aussi un rôle non négligeable dans les changements tactiques et stratégiques intervenus.

Le droit international n’empêche nullement la fourniture d’armements destinés à un pays en guerre. Il reconnaît la « cobelligérance » lorsque des troupes armées étrangères participent à un conflit militaire sur le théâtre des opérations. Le occidentaux se sont bien gardés d’une contribution directe en effectifs. Ce qui n’a pas évité de les voir accusés, par le Kremlin, d’entrer en guerre contre la Russie. Laquelle a dessiné des « lignes rouges » à ne pas franchir sous peine de représailles, lignes progressivement dépassées, les répliques étant essentiellement limitées par des représentations verbales. De mois en mois, les fournitures militaires ont augmenté. En quantité et en qualité.

L’espoir des Ukrainiens de reconquérir leur souveraineté territoriale dépend maintenant, de manière prépondérante, des fournitures occidentales. Le seul des pays apportant leur soutien, disposant de stocks et de capacités de production adéquates se situe aux Etats-Unis, lesquels, de surcroît, ne manquent pas des moyens financiers afin de soutenir l’effort de guerre.

Les Américains du Nord, grands vainqueurs de la « guerre froide » pensaient avoir réglé leurs compte avec le soviétisme. La Russie avait rétrogradé, dans l’esprit de leurs décideurs, au rang de puissance secondaire. Ils avaient vu juste sur le plan économique. Le PIB Russe se situe désormais au niveau de celui des Pays-Bas, considérablement moins peuplé. Le régime post-communiste restait, néanmoins, celui disposant des équipements nucléaires les plus nombreux et les plus sophistiqués. Moyens de dernier recours, fort peu utilisables, estimaient à juste titre, les occidentaux dans une guerre conventionnelle, c’est à dire difficilement employables par les Russes pour soumettre leur voisin. Les Etats-Unis n’étaient pas, au départ du conflit, désireux de s’y impliquer résolument. Depuis OBAMA, la Chine communiste de XI JINPING avait été désignée comme ennemi principal. Ils venaient de subir une défaite infâmante en AFGHANISTAN, abandonnant, après des années de résistance, ce malheureux pays aux mains des Talibans, islamistes parmi les plus forcenés. En tant que puissance de démocratie et de liberté, il était inenvisageable de se désintéresser du sort de l’Ukraine. Ils sont donc intervenus en y consacrant des moyens considérables. Pas seulement en armements physiques, mais en crédits assurant la poursuite du fonctionnement du pays ployant sous les bombardements de son adversaire.

Les Européens de l’ouest qui avaient réduits à la portion congrue leurs budgets de défense, se voilant la face, sous l’égide l’Allemagne, pour ignorer les dérives dictatoriales du régime moscovite, ont été très lents à apporter leur aide à l’Ukraine, poursuivant, inlassablement, la recherche d’impossibles compromis avec V. POUTINE. L’Allemagne, la France, l’Italie, ont été à la tête des négationnistes voulant ignorer les nouvelles réalités. Les Britanniques ont été les premiers et les plus actifs à apporter leur aide, dans la mesure de leurs moyens, relativement réduits.

Progressivement, l’Allemagne du Chancelier SCHOLTZ, social-démocrate, à la tête d’une coalition instable avec les écologistes et les libéraux, a fini par évaluer plus correctement la menace Russe. Elle a annoncé une programme massif de réarmement évalué à 100 milliards d’€ répartis sur cinq ans[[2]](#footnote-2). Elle a passé commande auprès de la firme américaine LOCKHEED MARTIN de 35 avions F35, rivaux des RAFALE français, dont les offres de services n’ont même pas été examinées, afin de renouveler leur flotte de défense aérienne. L’Allemagne a fédéré autour d’elle une quinzaine d’Etats européens, hormis la France, l’Italie, la Pologne, non sollicitées, afin de créer un bouclier antimissiles continental. Tout en jouant cavalier seul au détriment de ses principaux partenaires, son gouvernement a toujours déclaré qu’il n’aiderait l’Ukraine qu’à la condition d’être accompagné par ses alliés. Il a fallu que ces derniers exercent de fortes pressions pour que soit levée, au début de l’année 2023, l’interdiction aux acheteurs de son char Léopard 2 de les exporter au profit des armées ukrainiennes.

La France de E. MACRON a tenté, dans un premier temps, de se persuader qu’elle pouvait rester arrimée à sa position de puissance d’équilibre entre l’est et l’ouest, comme aux temps du gaullisme. Son président, surestimant ses talents diplomatiques et ses atouts de puissance, a multiplié les dialogues infructueux avec V. POUTINE, dans le vain espoir de l’amener à la table des négociations. Le propos selon lequel il ne fallait pas humilier la Russie a été dévastateur alors que se multipliaient les actes d’agression dont elle était pleinement responsable. Il a mis beaucoup de temps avant de se rendre compte que les pourparlers ultimes, assez lointains, seraient le fruit des rapports de force sur le terrain militaire. Pour justifier l’attitude présidentielle, ses partisans ainsi que nombre de commentateurs mettent en avant l’étendue de l’influence Russe dans le pays. L’extrême gauche, viscéralement anti-américaine, historiquement imprégnée de communisme et de soviétisme, fait pendant à l’Extrême droite respectueuse des autoritarismes, obligée financière et politique de Moscou[[3]](#footnote-3). Il ne nous semble pas, cependant, que le dirigeant ait grandement tenu compte des affinités partisanes douteuses que l’on vient de rappeler. Sa ligne de conduite a principalement été de positionner la France comme partie prenante incontournable lorsque sonnera l’heure des règlements de comptes durables. Un Talleyrand moderne, en quelque sorte, avec beaucoup de puissance et d’influence en moins. Les fluctuations d’E. MACRON ont atténué les effets bénéfiques de sa politique d’aide à l’Ukraine. Elle a été modeste, à la mesure de nos moyens, mais pas du tout négligeable. On pense, en particulier à la fourniture de missiles défensifs, de canons CEASAR, de chars légers. Le discours officiel, présentement, reconnaît le caractère inacceptable, humainement, moralement, politiquement, d’une victoire du Kremlin. Tout en conservant l’espoir, à notre avis insensé, que V. POUTINE et ses fidèles redeviennent fréquentables.

En Italie, G. MELONI, à la tête du parti néo-fasciste, a déjoué tous les pronostics. Bien que figurent parmi ses alliés politiques S. BERLUSCONI, ami de V. POUTINE et M. SALVINI souverainiste pro-russe, la Présidente du Conseil s’est franchement alignée sur la stratégie américaine et celle de ses partenaires européens. Exception faite de la politique migratoire, elle s’est inscrite dans la trajectoire de son prédécesseur. M. DRAGHI.

Le gouvernement espagnol, dirigé par le socialiste P. SANCHEZ, allié à PODEMOS, en dépit des divisions qui traversent la société, désireuse d’en finir avec la guerre, a toujours été en accord avec le comportement des occidentaux, acceptant, récemment de fournir des chars à l’Ukraine.

La Pologne, ancienne principauté soviétique, accueillant plusieurs centaines de milliers de réfugiés ukrainiens, s’est propulsée à la pointe du combat contre l’envahisseur. La majeure partie des livraisons d’armes occidentales passent par son territoire. Elle a transféré à KIEV tout son ancien arsenal militaire hérité du passé communiste. Le budget de défense national a été spectaculairement augmenté accompagné de commandes massives aux Etats-Unis et en Corée du Sud.

La dictature Russe, à son corps défendant, a réussi l’exploit de provoquer des demandes d’adhésion à l’OTAN de la part de la Finlande, de la Suède, de la Norvège, les deux premières ayant été auparavant adeptes du neutralisme. Tandis que les pays baltes n’hésitent pas à sacrifier leur bien-être à la défense de la nation menacée.

V. POUTINE et ses conseillers misaient, dès avant le conflit, sur l’impuissance et la déliquescence de l’Europe. Ils ont été amplement déçus. Ils continuent à espérer que, le temps aidant, avec l’éternisation de la guerre, les ferments de discorde joueront en leur faveur. On aurait tort de penser que leur pari sera, un jour perdu. D’ores et déjà, de nombreux sondages d’opinion dans toutes les démocraties continentales, font état de la lassitude des interrogés. Nombre d’entre eux accueilleraient favorablement une paix fondée sur la partition territoriale de l’Ukraine. La Hongrie il libérale fait bande à part. Les serbes, pourtant candidats à l’Union européenne, ne respectent pas les sanctions. La Bulgarie est vacillante.

A notre sens, les européens continentaux ne resteront unis que si les Etats-Unis maintiennent leur stratégie de soutien inconditionnel à l’Ukraine. Or on ne peut manquer d’y repérer des failles préoccupantes. Aussi déconsidéré soit-il, D. TRUMP qui se fait fort de mettre fin rapidement à la guerre, préjudiciable aux affaires, conserve des appuis notables, tant dans l’opinion qu’au sein des sphères dirigeantes. Les démocrates comme les républicains ne sont pas unis à propos du sort futur de l’Ukraine.

La question de la Crimée, focalise les oppositions entre les stratégies des occidentaux. V. ZELENSKY et son gouvernement revendiquent, à juste titre, conformément au droit international, leur pleine souveraineté sur le petit territoire stratégique. Américains et Européens sont fortement tentés de passer l’éponge sur l’annexion par Moscou. Sans oser voir que leur abandon ne ferait que conforter la politique néo-communiste consistant à prendre des gages territoriaux avant de procéder à la sauvegarde partielle de leur ancien domaine impérial.

Au fur et à mesure du déroulement du conflit, les soutiens occidentaux ont été amplifiés. Les Russes, de leur côté, ont accrus l’intensité de leurs offensives. Les alliés de l’Ukraine ne peuvent plus accepter de compromis qui aboutiraient à reconnaître que leurs engagements ont été vains. Ils n’en restent pas moins partagés entre ceux qui estiment qu’une défaite militaire complète de l’adversaire est impérative et les partisans de négociations imposant des sacrifices restreignant la souveraineté, politique et territoriale du pays envahi.

Par crainte d’une extension incontrôlable du conflit, Etats-Unis et Européens ont interdit que leurs armes soient employées pour frapper le territoire russe alors que les armées de V. POUTINE, à partir de leurs bases intérieures, pilonnent les infrastructures non seulement militaires mais également civiles, en Ukraine. L’agresseur, dans ces conditions, bénéficie d’un avantage important.

Aujourd’hui, il apparaît que les occidentaux se sont donné les moyens de ne pas perdre la guerre mais n’ont pas encore réuni les conditions nécessaires pour la gagner.

## **LES SANCTIONS**

En février 2023, les Européens en étaient à leur 10ème paquet de sanctions, lesquelles n’ont cessé de s’accumuler depuis les premières étapes du conflit. Elles visent une grande diversité de cibles (près de 1500 dirigeants politiques, économiques, financiers, des journalistes). Des entreprises et leurs propriétaires (environ 200). 300 milliards de réserves de la Banque Centrale Russe, détenus par les banques occidentales, ont été gelés. Plus de 20 milliards de dollars d’avoirs appartenant à des oligarques ont été séquestrés. Les banques des pays sanctionnés ont été exclues du système informatisé SWIFT gérant les échanges entre les acteurs financiers internationaux. Les espaces aériens des sanctionnés leur ont été fermés. Leurs médias interdits. Plus tardivement (2022), les importations de pétrole brut et de charbon en provenance de la Russie ont été interrompues.

Sont, pour le moment exclus des sanctions, les échanges de biens alimentaires, de gaz, d’engrais. Un accord a pu être conclu en 2022 afin que les céréales exportées depuis les ports ukrainiens puissent emprunter sans risque d’être attaqués, les eaux de la mer Noire.

Le pouvoir russe n’a pas manqué de réagir de différentes façons. Il a réorienté les destinations de ses principales richesses, les hydrocarbures, vers les pays, fort nombreux, hostiles aux sanctions, quitte à faire des sacrifices sur les prix de vente. Comme la flotte aéronautique civile du pays était fortement composée d’appareils loués à des compagnies occidentales, il a été fait main basse sur les avions concernés. La Banque centrale Russe a démontré une grande compétence et une notable créativité : obligation pour les entreprises russes de lui remettre quasi-intégralement leurs avoirs en devises étrangères, obligation pour les acheteurs étrangers d’hydrocarbures de régler leurs achats en roubles afin de maintenir le cours de la monnaie.

Conformément à leurs habitudes les faiseurs d’opinion occidentaux ont présenté des analyses fortement contrastées concernant les effets des sanctions. Les critiques ont mis en exergue les faiblesses évidentes du dispositif. Elles soudent, disent-ils, les populations russes autour de leurs dirigeants. Ils ajoutent que les effets ont été beaucoup plus faibles qu’attendus. Le rouble ne s’est pas effondré, le PIB évolue positivement. Leurs analyses sont rarement dépourvues d’arrière-pensées idéologiques.

Il est évident que les effets des sanctions mettent un temps assez long à se produire. On observera toutefois que le niveau de vie, du fait de l’inflation (plus prononcée qu’en Europe), appauvrit la population. Les ressources de l’Etat s’amenuisent. L’industrie automobile est à l’arrêt. Les industries de pointe, dont les militaires, souffrent de grandes pénuries de composants qui ralentissent sérieusement la production des usines d’armement.

Les principales faiblesse des mesures de rétorsion non militaires résultent du fait que de nombreux pays, les plus peuplés du monde, refusent de s’y astreindre au nom de leurs intérêts nationaux bien compris. Nous persistons néanmoins à penser que les choix des occidentaux étaient à la fois nécessaires, plus efficaces qu’on veut le faire croire et, politiquement très défendables.

# **LA « NEUTRALITE » DES « NON ALIGNES »**

Le concept de « non alignés » a été forgé au cours de la guerre froide. Il désignait une majorité de pays du « tiers monde » estimant qu’ils n’avaient aucun intérêt à se ranger dans les deux camps rivaux, l’américain et le soviétique et pouvaient même en tirer profit. Il a refait surface à l’occasion du conflit ukrainien, après une éclipse provoquée par la dissolution de l’empire soviétique. A la différence du passé, les « non alignés » actuels ont amélioré leur poids et leur influence dans les affaires mondiales. Ils s’accordent pour estimer, aujourd’hui comme hier que la guerre ukrainienne n’est pas souhaitable, que les frontières ne peuvent pas être modifiées par la force militaire. Ce qui amené une grande majorité d’entre eux à se prononcer, lors des votes à l’Assemblée Générale de l’ONU, en faveur du retrait immédiat de l’occupant ou en s’abstenant (Chine, Inde)[[4]](#footnote-4), seules les pires dictatures ont apporté leur soutien à l’agression. Le fait que les « non alignés » tirent profit de l’affrontement n’est pas niable. L’Inde en a fait une doctrine sous l’appellation de « multi-alignement » signifiant ainsi qu’elle ne se préoccupe de rien d’autre que la poursuite de son renforcement économique et politiques, sans hostilité aucune aux belligérants. Elle a accru très sensiblement ses importations de pétrole russe à des prix avantageux qu’elle raffine pour les revendre ensuite avec profit aux occidentaux. Le Brésil, trouve aussi intérêt au conflit car il lui permet d’accroître ses exportations agro-alimentaires. Les commentateurs mettent en relief que les « neutres » rassemblent la grande majorité de la population mondiale, constat indubitable mais insuffisamment signifiant. Car les soutiens actifs de l’Ukraine continuent à représenter, les pays les plus riches du monde, ceux qui ont réussi à améliorer le plus les conditions de vie de leurs populations. A un tel verdict, les pays prolétaires répliquent qu’ils ont été spoliés par les colonisateurs et autres impérialistes. Ils sont fondés à le prétendre. Mais, plus le temps passe et plus on s’aperçoit que les spoliations dénoncées reposent, de manière croissante, sur les comportements de leurs propres dirigeants économiques et politiques.

L’analyse des positions des « non alignés » ne serait pas complète sans mesurer l’importance de leurs divisions. Les conflits frontaliers sont récurrents, depuis des années, entre l’Inde et la Chine. Celle-ci soutient la Russie poutinienne comme la corde soutient le pendu. Les pays pétroliers du Golfe combattent depuis toujours, pour la pénétration de l’Islam dans les terres orthodoxes de l’empire russe. Ses anciennes possessions en Asie centrale (KAZAKSTAN, OUSBEKISTAN) veulent conserver leur indépendance et y réussissent largement.

L’idée qui se répand dans les milieux occidentaux fait valoir que les « non alignés », Chine en tête, décideront, en dernière instance, de la paix future. Ils pourraient bien y contribuer. De là à estimer qu’ils pourraient entre les principaux acteurs le doute doit être, raisonnablement, assez considérable.

La Chine et l’Inde ont répété à plusieurs reprises, lors des rencontres internationales, à V. POUTINE, que la poursuite de la guerre n’était pas souhaitable. Le dictateur a reconnu publiquement qu’il allait tenir compte de leurs avis. Rentré chez lui, il a superbement ignoré leurs avertissements en jugeant que son arsenal nucléaire le rend invincible.

Le dictateur russe n’a cessé de se positionner comme leader des nations prolétaires opprimées et appauvries par les occidentaux prédateurs séculaires. Position qui est devenue celle de la Chine pos-maoïste, avec des moyens matériels et financiers, des atouts technologiques, autrement décisifs. On se marche donc sur les pieds dans le camp anti-occidental.

Les valeurs démocratiques des Etats-Unis et de l’Europe, dont, effectivement, le respect mérite discussion, pèsent assez peu dans les prises de positions des « non alignés ». La Chine de XI JINPING les récuse. L’Inde, réputée comme la plus grande démocratie du monde, a versé dans un nationalisme hindou cherchant à éliminer les minorités fidèles à l’Islam.

Les démocraties occidentales se trouvent, donc, isolées, mais face à des régimes dont la capacité de gouverner le monde n’est pas encore arrivée à maturité.

# **L’INERTIE DE LA POPULATION RUSSE**

Les opinions de la population russe font l’objet, dans nos sociétés, d’interprétations difficilement documentées et fréquemment contradictoires. Comment les évaluer dans un pays où tous les dissidents, les non-conformes à la parole officielle, sont systématiquement muselés et résolument emprisonnés ? Pour certains experts comme M. MENDRAS, les sondages sont, dans le contexte actuel de la Russie, sans signification, les réponses des personnes interrogées étant, nécessairement, insincères. Il n’empêche que V. POUTINE et les siens suivent de près l’état d’esprit de la population en commandant des études à ce qui reste de prestataires indépendants, dont le célèbre Centre LEVADA.

Certaines informations obtenues ne sont pas contestables. Des centaines de milliers de jeunes diplômés, notamment dans le domaine des activités informatiques, ont émigré pour échapper à l’enrôlement dans l’armée. Il se confirme, également, que les citoyens, dans leur grande majorité, restent hostiles à une mobilisation générale. Elle s’avère particulièrement répandue dans les grandes villes dont Moscou et Saint-Pétersbourg. C’est la raison pour laquelle le pouvoir a privilégie le recrutement de ses combattants dans les parties de la Fédération les plus excentrées et les plus déshéritées.

Autre certitude acquise, la population n’est pas prête à se rebeller en vue de mettre fin à « l’opération spéciale ». Dans sa majorité, elle demeure sensible à la propagande du régime. Cela étant, on ne discerne aucun enthousiasme, aucune grande manifestation populaire, venant soutenir la conduite officielle. Les efforts de la dictature moscovite pour ressusciter les mannes de la « grande guerre patriotique », d’inverser la réalité en se présentant comme victime d’une conjuration occidentale satanisée ne produisent pas les ferveurs nationales massives escomptées. Mais ils se traduisent, surtout, par l’autocensure de l’opinion et une grande passivité populaire redoutant les conséquences ravageuses d’une chute du régime. Les gens se rappellent les tourments endurés après la chute du soviétisme. De son côté, le gouvernement s’emploie activement à militariser la société, à développer le sentiment que le pays fait face à un siège occidental, que mourir pour sa défense représente un devoir national. Le clergé orthodoxe, dirigé par le très riche guébiste CYRILL s’est converti, si l’on peut dire, en appareil d’Etat bénissant l’agression.

L’examen de la société russe conduit à des conclusions préoccupantes. La grande masse du pays n’est pas, en tant que telle, dangereuse. Mais le soviétisme, après son effondrement, a été récupéré par une espèce de confrérie rassemblant les forces de sécurité intérieures (FSB, héritières du KGB) et les maffias. L’Etat poutinien, ainsi construit, qui ne craint pas, contre toute vraisemblance, de s’estimer moralement supérieur aux démocraties a progressivement réhabilité les crimes staliniens. Il est devenu totalement infréquentable et incompatible avec les régimes démocratiques. Poursuivant une guerre coloniale en Ukraine, il prétend, paradoxalement se faire le porte-parole des peuples anciennement colonisés. Soit un délire, pas seulement total mais totalitaire. La cure de désintoxication du grand géant territorial, prendra du temps et exigera beaucoup d’intelligence.

# **LES SENTIMENTS MELES DES POPULATIONS OCCIDENTALES**

Si l’on considère l’ensemble des soutiens occidentaux à la résistance de l’Ukraine on constate que les populations sont prioritairement préoccupées par le sujet qui affecte le plus leur quotidien, c'est-à-dire l’inflation. La responsabilité n’en est attribuée qu’en partie au conflit. Constat qui mérite d’être nuancé en ce qui concerne les pays voisins du théâtre de guerre, Pologne, Etats-Baltes, Finlande, ou sujets à des tentatives de déstabilisation fomentés par la Russie, comme la Moldavie, la Géorgie.

A l’exception de la Hongrie, de la Serbie, les opinions occidentales s’opposent majoritairement à l’entreprise d’invasion. Avec, toutefois des minorités diversement fortes qui contestent le soutien militaire prodigué. Aux Etats-Unis, une fraction des Républicains combat les aides financières accordées.

Le souhait général semble être que les combats se terminent au plus vite mais à l’avantage de l’Ukraine. Nous avons vu que le camp occidental réagit, depuis le début des hostilités, avec un temps de retard. Attitude qui exprime éloquemment les contradictions et les incertitudes du monde occidental. La stratégie de V. POUTINE mise amplement sur l’insuffisante fermeté qui caractérise les attitudes de leurs dirigeants et de leurs populations. Il estime qu’avec le temps la lassitude, la volonté d’en finir, quel qu’en soit le prix, prévaudra.

# **LES ATOUTS RESPECTIFS ET LEURS UTILISATIONS**

Elles dépendront des forces en présence qui débordent, largement, les dimensions militaires, pourtant décisives. Pour les évaluer, on doit les examiner plus précisément.

## **LES ATOUTS RUSSES**

Sur le plan militaire, les Russes ont la capacité d’expédier au front des recrues très nombreuses puisées dans les provinces les plus reculées de leur immense territoire. Les industries militaires ont été renforcées pour produire les munitions qui conditionnent les confrontations d’artillerie, déterminantes dans une guerre de position. Il n’est nul besoin de se préoccuper des opposants à la guerre puisqu’ils ont émigré pour les uns et ont été mis en prison pour les autres. Les sanctions occidentales infligent des dommages certains mais les grandes agglomérations peuvent continuer à vivre, à peu près, comme avant. Sur le plan international, la grande majorité des nations, tout en regrettant une guerre « néocoloniale » conservent toute leur amitié à l’agresseur. En Occident, comme on l’a vu, la dictature moscovite bénéficie encore de multiples appuis. Enfin, la menace répétée de recourir à l’arme nucléaire, destiné à terroriser les populations adverses, entretient la prudence des soutiens occidentaux à l’Ukraine, c'est-à-dire leur souci de ne pas s’engager dans une escalade.

La position de nombreux pays de l’ancien tiers-monde, désireux, malgré tout, de rester « amis » avec la Russie fait partie des atouts qu’il revient d’attribuer à celle-ci. Elle récolte les fruits des appuis soviétiques passés apportés aux mouvements de libération coloniale à l’époque de la guerre froide. Nombre de dictateurs africains bénéficient d’un soutien leur permettant de défier les démocraties. Dans le cas de l’Afrique du Sud, ravagée, comme beaucoup d’autres, par la corruption, les héritiers douteux de N. MANDELA parviennent ainsi à se maintenir au pouvoir.

Faut-il inclure la politique chinoise parmi les atouts mobilisables par le Kremlin ? La question fait débat. Le soutien idéologique ne fait aucun doute. Le régime de XI JINPING voit dans la guerre le moyen d’affaiblir l’Occident et d’accroître son influence mondiale. Il se méfie, néanmoins de l’aventurisme de son allié. Il ne souhaite pas qu’il perde mais pas non plus intéressé fortement à le voir gagner. Bien que les services d’espionnage américains s’inquiètent de possibles livraisons d’armes chinoises à la Russie, aucune preuve d’un tel comportement n’a été encore apportée après un an de guerre. PEKIN se fait fort d’étouffer pacifiquement l’ennemi démocratique alors que son allié politique n’en n’a pas les moyens. A la différence de ce dernier, la Chine a besoin des marchés européens et américains.

## **LES ATOUTS OCCIDENTAUX**

Les forces militaires, non nucléaires, des occidentaux, sont, manifestement supérieures. Si elles venaient à être complètement engagées dans la guerre, l’issue des combats ne ferait guère de doute. Avec, il est vrai, des risques « d’escalade » que les intéressés craignent de devoir prendre. Ajoutons que les capacités de production d’armement, potentiellement supérieures, ne correspondent plus, depuis des mois, aux besoins des combattants ukrainiens.

Sur le plan économique, la supériorité occidentale n’est pas contestable. Le budget militaire américain, outre le fait qu’il dépasse de très loin celui de la Russie, reste très faiblement affecté à l’aide consentie à l’Ukraine.

Contrairement aux espérances de V. POUTINE, les sacrifices, plus modérés que prévus, imposés aux populations ne dissolvent pas la coalition de ses adversaires.

## **L’UTILISATION DES ATOUTS**

Le bilan des atouts respectifs auquel on vient de procéder amène à conclure à des déséquilibres notables entre les parties au conflit. La supériorité économique, militaire, des occidentaux s’avère incontestable et, même écrasante. Le déséquilibre remarquable provient du fait que l’agresseur mobilise pleinement tous ses atouts tandis que les soutiens à l’Ukraine n’utilisent les leurs qu’avec parcimonie. Ils accusent régulièrement un temps de retard, très coûteux en vies humaines, s’agissant des fournitures d’armes et de munitions. Les diplomates ne se consolent pas, surtout en Europe, de se trouver au chômage technique. Ils abreuvent leurs hiérarchies de plans sur la comète en craignant que le sort des armes ait le dernier mot. Il faut pourtant se résoudre à admettre que les issues se dégageront lorsque les affrontements sur le terrain auront rendu leur verdict.

# **LES ISSUES POSSIBLES ET PROBABLES**

**V. POUTINE et ses fidèles, ne se sont pas donné pour but de ressusciter à l’identique l’empire russe tel qu’il avait été légué par les ROMANOV puis les soviétiques. Ils savent pertinemment que ce retour au passé est impossible. Ce qu’ils ont officiellement affirmé. Ils cherchent, cependant, à reconstituer autour de leur nation, une galaxie d’Etats soumis à leur influence sur le modèle de la Biélorussie voisine. Ils n’espèrent plus le retour dans leur giron institutionnel des anciennes démocraties populaires de l’est européen. Leur visée stratégique se limite à leur neutralisation militaire et leur complaisance politique. Les poutiniens n'ambitionnent pas non plus de détruire l’Union Européenne sur les plans juridiques et économiques mais d’en faire un ventre mou impuissant, marginal, dans l’affrontement plus que jamais prioritaire avec les Etats-Unis. Dans le schéma géopolitique ainsi délimité, l’Ukraine se verrait dotée par Moscou, d’une direction politique amicale, finlandisée, sans occupation militaire du territoire. Celui-ci serait, si l’on peut dire, seulement amputé des annexions ratifiées par la Douma, en attendant des jours meilleurs permettant de reprendre l’offensive contre la mouvance occidentalisée.**

**A défaut de progresser significativement dans la réalisation de tels objectifs considérés au Kremlin, comme particulièrement vitaux, le régime en place se verra accusé de mollesse et d’incompétence par ses franges les plus extrémistes. Il doit donc, pour assurer sa survie, gagner la guerre très coûteuse, qu’il mène actuellement. Peut-être pas totalement, mais en obtenant, in fine, des résultats suffisamment importants pour démontrer que l’invasion était pleinement justifiée. C’est pourquoi il n’hésite pas à envoyer à la mort des centaines de milliers de combattants, à sacrifier sa jeunesse alors même que sa démographie s’effondre depuis des années. La défense du régime actuel lui coûte le sacrifice des générations futures dont il ne sent pas comptable.**

**L’Ukraine, pour sa part, n’acceptera jamais, sous la gouvernance actuelle, en raison des sacrifices consentis par sa population, compte tenu de la haine généralisée portée à l’incandescence envers l’agresseur russe, de revenir dans son aire de souveraineté. Son adversaire a réussi, contre ses espérances, à unifier la nation qu’il cherchait à vassaliser.**

**Les occidentaux, de leur côté, tout en restant divisés, ne peuvent, en l’état des rapports de force, trouver de compromis avec le régime de V. POUTINE. Aux Etats-Unis un consensus se dégage en vue de ramener la Russie à son statut de puissance secondaire. Les occidentaux se sont mis en mouvement très lentement pour apporter leur soutien à l’Ukraine mais ils continuent à le renforcer. Ils sont tombés d’accord pour que l’Ukraine soit intégrée à l’Union européenne et l’adhésion à l’OTAN de ce pays-martyre fait, de moins en moins problème.**

**La conviction, ici affirmée sans le moindre doute, fait dépendre l’issue décisive du conflit des rapports de force militaires. D’ores et déjà, les Russes ont engagé le maximum des ressources dont ils disposent afin de ménager une brèche dans le dispositif défensif de leur ennemi. Ils entendent profiter des retards pénalisants le soutien occidental. Jusqu’à présent, aucune percée stratégique n’a été possible.**

**Sans grand risque, on peut estimer que l’année en cours verra se produire un bouleversement irréversible de la situation. Le haut commandement ukrainien travaille activement à l’élaboration d’une contre-offensive lorsque les conditions climatiques seront devenues plus favorables et que les fournitures d’armements de ses soutiens seront à la fois suffisantes et opérationnelles. Il espère qu’il en ira ainsi au terme du printemps de 2023. On ne peut pas prédire, à coup sûr, leur victoire militaire mais sa probabilité apparaît comme très sérieuse. Une libération totale du Donbass et de la Crimée ne sera peut-être pas possible. Elle suffirait toutefois à acculer l’envahisseur à revoir de fond en comble ses prétentions.**

**Le clan poutinien en est-il capable ? Sans doute pas. Il se verrait alors débordé par les ultra-nationalistes, encore plus guerriers. Ce que redoutent les occidentaux qui ne souhaitent pas voir le chaos se répandre en Russie. Nous l’estimons, néanmoins, possible et même probable. Les successeurs éventuels du régime actuel, ultra-nationalistes, entreraient vite en rivalité les uns contre les autres, fomentant et entretenant, à court terme, un climat de guerre civile. Soit un contexte qui fait horreur aux gouvernants démocratiques et, encore plus à leurs diplomates. Pour l’éviter, ils chercheront à conclure d’improbables compromis avec le pouvoir en place en lui consentant des victoires au détriment de l’Ukraine.**

**Parmi les concessions envisagées au profit de la dictature, la question de la Crimée agite en permanence les chancelleries occidentales. Son annexion serait reconnue à l’encontre de la volonté, constamment réaffirmée, de Kiev. Une telle conquête validée ne serait certainement pas considérée comme suffisante par le clan Poutine qui réclamerait, de plus, l’acceptation internationale de l’amputation territoriale votée par la DOUMA.**

**Le gouvernement ukrainien luttera jusqu’au bout pour obtenir le rétablissement intégral de sa souveraineté sur le Donbass. S’agissant de la Crimée il accepterait certainement de revenir à la situation antérieure qui assurait à la Russie l’accès à la mer Noire et la sanctuarisation de la base militaire de Sébastopol. En résumé : on ne voit pas de retour à la paix possible, durable, sans défaite militaire et, pour conséquent, politique de l’agresseur. Aujourd’hui elle semble, à la fois possible et pas improbable.**

**Les occidentaux, Etats-Unis en tête, ont pris conscience qu’une victoire des poutiniens réduirait à néant le droit international dont ils ont été les grands bâtisseurs. Leur influence dans le monde, déjà en péril, deviendrait marginale. Ils ne peuvent s’y résoudre. Terrasser l’envahisseur nous semble donc possible et profitable.**

**Une fois la guerre terminée, ce qui adviendra nécessairement, le monde ne sera certes pas bouleversé de fond en comble, mais il ne sera plus comme avant. Il y aura, inévitablement, des gagnants et des perdants. Si, comme il est souhaitable, l’agression russe n’est pas récompensée, sa dictature finira par tomber. Dans cette éventualité, il s’ensuivra, comme on l’anticipe, une phase de chaos. Elle sera très difficile à gérer. Toutefois les forces démocratiques russes, bâillonnées et emprisonnées ne sont pas inexistantes. Rappelons-nous qu’à l’époque d’Eltsine, les habitants de Moscou ont déjoué le coup d’Etat fomenté par un quarteron de dinosaures staliniens. Il faudra libérer et aider les réprimés politiques. L’écueil majeur à éviter est une réédition de la plongée généralisée dans la misère qui a traumatisé la population au moment de la dissolution de l’empire soviétique, facilité grandement la prise de pouvoir par V. POUTINE et des organes dits de sécurité dont il est la créature. Ce ne sont pas seulement les sanctions qui devront être progressivement levées mais des aides financières massives à la Russie, qui seront à programmer par les vainqueurs. La chasse aux oligarques, détestés par la population mériterait d’être non seulement poursuivie mais accentuée. L’accès de la Russie à le mer Noire, fondamentale pour les élites, serait garantie et rendue compatible avec la souveraineté ukrainienne sur la péninsule de Crimée. La Géorgie, comme le désire sa population deviendrait candidate à l’Union Européenne, ainsi que la Moldavie. Cela étant, les risques de dislocation de la Fédération de Russie ne sont pas minces. Il sera problématique de les éviter. Il ne serait pas opportun de les encourager.**

**Tout au long des siècles la Russie s’est constamment divisée entre partisans d’une intégration dans l’Europe et défenseurs de son gène asiatique. L’Europe de l’Atlantique à l’Oural telle que la rêvait le Général de Gaulle, est une utopie. Cependant, la conclusion d’un accord organique d’association n’est nullement illusoire. Elle s’accompagnerait d’une résurrection des politiques de désarment, de part et d’autre.**

**L’erreur actuelle des occidentaux est de se préoccuper essentiellement de ramener la paix, le plus rapidement possible, sans préparer les moyens de sa survie durable. Des dirigeants politiques comme E. MACRON ou O. SHOLTZ ne conçoivent les lendemains qu’à travers des lunettes de vue réductrices : obtenir un compromis sur le champ de bataille. Les Etats-Unis s’emploient, de leur côté, à mettre la Russie à genoux. Sans trop se préoccuper de son avenir à moyen et long terme.**

**En supposant que l’occident gagne la partie guerrière, il est inenvisageable de réduire la Russie à un Etat-croupion. Il est donc capital de solder les longues décennies de dictature sans en faire de la nation, le grand coupable de l’histoire. Il faut, au contraire, l’aider à se débarrasser des miasmes et débris d’une triste histoire.**

**Construire une paix juste et durable, après avoir clairement vaincu la dictature poutinienne assurerait les occidentaux un regain d’influence sur les affaires du monde. Ce dont ils ont grandement besoin. La Chine de XI JINPING n’en veut certes pas mais, compte tenu des problèmes internes qu’elle doit affronter (ralentissement de la croissance économique, augmentation du chômage, déclin démographique, crise immobilière, dépendance aux marchés américains et européens) il n’est pas sûr qu’elle s’engage à fond dans le soutien au régime russe. L’empire du milieu va devoir gérer des contradictions stratégiques d’importance. Abaisser les puissances démocratiques tout en évitant un conflit armé généralisé qui, dans l’état actuel des rapports de forces militaires, tournerait à son désavantage. Conserver ses marchés dans les pays riches tout en répudiant leur civilisation. La défaite de Moscou représenterait, sans nul doute, une issue politique et idéologique préjudiciable à la Chine. Mais elle lui permettrait, aussi, de tirer le meilleur parti des ressources minières et pétrolifères de la Sibérie.**

**La caractéristique actuelle de la direction communiste chinoise est de prioriser la politique, même si elle doit entraîner des dommages économiques. Ce qui implique un contrôle accru de la population. Les adversaires de cette orientation restés fidèles à la ligne extérieure plus modérée de DENG TSIAO PING ont été décimés au cours des dernières années mais ils n’ont pas disparu. La conduite actuellement empruntée par un pouvoir de plus en plus dictatorial ne manquera pas de se heurter à des résistances sociales, émanant de la nouvelle classe moyenne, occidentalisée dans ses mœurs quotidiens, mais aussi des fractions prolétarisées, c'est-à-dire paupérisées. C’est ainsi que le soutien chinois au régime russe pourrait bien trouver ses limites. A la condition que les occidentaux gèrent très intelligemment le chaos russe en gestation. Ce qu’ils n’ont pas su faire, reconnaissons-le, sous la Présidence d’Eltsine.**

**Les diplomates européens et américains, qui tirent actuellement des plans sur la comète, ne parviennent pas à définir un nouvel ordre mondial qui soit à la fois acceptable mondialement et susceptible de résister, dans le temps, aux épreuves. La restauration de la souveraineté ukrainienne ne peut donc que représenter un but éminent mais, néanmoins, partiel.**

1. L’appellation n’est pas anodine. En employant le mot guerre il aurait signifié que l’on s’attaquait à un Etat souverain, statut dénié à l’Ukraine par l’agresseur Russe. [↑](#footnote-ref-1)
2. Annonce qui, en début 2023, tardait à se concrétiser. [↑](#footnote-ref-2)
3. Allusions à la réception de Marine le Pen par V. POUTINE et à l’inlassable soutien apporter à ce dernier par T. MARIANI. [↑](#footnote-ref-3)
4. Sur 193 membres, seulement 7 dont la Biélorussie, La Corée du Nord, la Syrie, le Venezuela ont voté contre les résolutions ayant été adoptées par 141 représentants des Etats. Parmi lesquels figurent, bien évidemment une cinquantaine d’Occidentaux. [↑](#footnote-ref-4)